

# La revue financière

Publication du ministère des Finances

## Faits saillants des résultats financiers de juillet 2000

### Excédent budgétaire de 3,2 milliards de dollars en juillet 2000

Un excédent budgétaire de 3,2 milliards de dollars a été réalisé en juillet 2000, soit 2,3 milliards de plus que l'excédent de 0,9 milliard enregistré en juillet 1999. Les recettes budgétaires ont augmenté de 3,0 milliards (23,6 %) et les dépenses de programmes, de 0,7 milliard (8,5 %) tandis que les frais de la dette publique sont demeurés pratiquement inchangés.

Voici comment les principales composantes des recettes ont évolué d'une année sur l'autre :

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 1,9 milliard de dollars (31,9 %). Cette augmentation est attribuable à la forte croissance des retenues sur le revenu d'emploi en raison de l'augmentation du nombre de personnes occupant un emploi, ainsi qu'à des facteurs chronologiques liés à la réception des paiements et aux rajustements faits par rapport aux déclarations moins élevées au cours des mois précédents. Ces facteurs ont plus que compensé l'effet des mesures annoncées dans le budget de 2000, qui sont entrées en vigueur en juillet. L'effet des mesures de réduction des impôts devrait se manifester de façon marquée dans les résultats d'août 2000.
- Les recettes au titre de l'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 1 milliard de dollars (57,9 %) en raison de la vigueur des bénéfices des sociétés et des facteurs

chronologiques liés au mécanisme des acomptes mensuels d'impôt, tel qu'il est expliqué ci-après. Les autres impôts sur le revenu ont aussi considérablement augmenté en raison de la hausse des bénéfices des sociétés.

- Les rentrées de taxe sur les produits et services (TPS) ont reculé de 1,8 % en raison d'une reprise dans le traitement des remboursements. Les autres composantes au titre des droits et des taxes d'accise ont aussi diminué.
- Les recettes non fiscales ont augmenté de 0,1 milliard de dollars. Les changements mensuels dans cette composante sont très erratiques en raison du calendrier des versements.

D'une année sur l'autre, toutes les composantes des dépenses de programmes sont en hausse :

- Les principaux transferts aux particuliers ont progressé de 1,5 % puisque les prestations aux aînés et les prestations d'assurance-emploi ont augmenté.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont bondi de 9,4 %, ce qui traduit la progression des transferts en espèces en vertu du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) et de la péréquation.
- Les dépenses de programmes directes ont augmenté de 13,2 %, reflétant l'effet des règlements salariaux et des initiatives annoncées dans les récents budgets.



# La revue financière

Tableau 1

## État sommaire des opérations

	juillet		d'avril à juillet	
	1999	2000	1999-2000	2000-2001
	(en millions de dollars)			
<b>Opérations budgétaires</b>				
Recettes	12 758	15 768	52 716	60 327
Dépenses de programmes	-8 381	-9 097	-33 231	-35 257
Solde de fonctionnement	4 377	6 671	19 485	25 070
Frais de la dette publique	-3 506	-3 499	-13 895	-13 703
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	871	3 172	5 590	11 367
<b>Opérations non budgétaires</b>	-33	844	-5 406	-8 965
<b>Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)</b>	838	4 016	184	2 402
<b>Opérations de change</b>	1 305	-729	535	1 957
<b>Solde financier net</b>	2 143	3 287	719	4 359
<b>Variation nette des emprunts</b>	2 458	-7 636	-2 265	-12 921
<b>Variation nette de l'encaisse</b>	4 601	-4 349	-1 546	-8 562

Remarque : Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

### Excédent budgétaire de 11,4 milliards de dollars d'une année sur l'autre

Au cours des quatre premiers mois de l'exercice 2000-2001, l'excédent budgétaire a été estimé à 11,4 milliards de dollars, en hausse de 5,8 milliards par rapport à l'excédent de 5,6 milliards enregistré pour la même période en 1999-2000.

Toutefois, les résultats à ce jour ne tiennent pas compte des mesures de réduction des impôts touchant l'exercice en cours et annoncées dans le budget de 2000 dans le cadre du Plan quinquennal de réduction des impôts. Le rétablissement de la pleine indexation du régime d'impôt sur le revenu des particuliers, la réduction du taux intermédiaire d'imposition, qui passe de 26 % à 24 %, et le relèvement des seuils de revenu auxquels les taux de l'impôt sur le revenu des particuliers s'appliquent sont au nombre des mesures qui freineront la croissance des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers pendant le reste de l'exercice. Comme on peut le lire dans *Le plan budgétaire de 2000*, l'effet budgétaire net de toutes les

mesures de réduction ayant une incidence sur l'exercice 2000-2001 se chiffre à 4,6 milliards de dollars. De plus, l'augmentation annuelle des recettes au titre de l'impôt sur le revenu des sociétés et de la TPS est surestimée en raison de facteurs chronologiques. Par exemple, en se fondant sur les paiements de la période finale de règlement pour 1999-2000, les recettes mensuelles au titre de l'impôt sur le revenu des sociétés pour les sept premiers mois de 1999-2000 ont été sous-estimées d'en moyenne 0,6 milliard de dollars par mois. Par conséquent, les résultats budgétaires des premiers mois de 2000-2001 ne reflètent pas fidèlement l'évolution de la situation pour l'ensemble de l'année.

Les recettes budgétaires ont progressé de 7,6 milliards de dollars (14,4 %) d'une année sur l'autre. Parmi les principales composantes :

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 4,3 milliards de dollars (16,7 %), surtout en raison des recettes plus élevées au titre des retenues mensuelles sur le revenu d'emploi, résultat de l'augmentation du nombre de personnes

Tableau 2

## Recettes budgétaires

	juillet		variation	d'avril à juillet		variation
	1999	2000		1999-2000	2000-2001	
	(en millions de dollars)		(%)	(en millions de dollars)		(%)
<b>Impôts sur le revenu</b>						
Impôt sur le revenu des particuliers	6 102	8 047	31,9	25 608	29 890	16,7
Impôt sur le revenu des sociétés	1 649	2 603	57,9	6 346	8 783	38,4
Autres	205	309	50,7	958	1 120	16,9
Total des recettes d'impôt sur le revenu	7 956	10 959	37,7	32 912	39 793	20,9
<b>Cotisations d'assurance-emploi</b>	1 697	1 667	-1,8	7 063	6 976	-1,2
<b>Taxes et droits d'accise</b>						
Taxe sur les produits et services	1 771	1 739	-1,8	7 149	8 233	15,2
Droits de douane à l'importation	221	201	-9,0	843	656	-22,2
Taxes de vente et d'accise	725	658	-9,2	2 896	2 738	-5,5
Total des taxes et droits d'accise	2 717	2 598	-4,4	10 888	11 627	6,8
<b>Total des recettes fiscales</b>	12 370	15 224	23,1	50 863	58 396	14,8
<b>Recettes non fiscales</b>	388	544	40,2	1 853	1 931	4,2
<b>Total des recettes budgétaires</b>	12 758	15 768	23,6	52 716	60 327	14,4

occupant un emploi. En outre, les montants plus élevés payés à la déclaration et la baisse des remboursements au titre de l'année d'imposition 1999 ont également contribué à l'augmentation d'une année sur l'autre. D'ici la fin de l'année, la progression de cette composante devrait ralentir à mesure que les réductions d'impôt annoncées dans le budget de 2000 prendront effet.

- Les recettes d'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 2,4 milliards de dollars (38,4 %). Même si cette hausse reflète en partie la vigueur soutenue des bénéficiaires des sociétés, le mécanisme des acomptes d'impôt y a également contribué. Les sociétés doivent verser des acomptes mensuels d'impôt en fonction soit de l'impôt effectivement exigible de l'année précédente, soit de l'impôt dont elles prévoient être redevables pour l'année en cours. Même si les bénéficiaires des sociétés ont nettement progressé en 1999, les acomptes mensuels d'impôt pour la majeure partie de l'année d'imposition de 1999 se fondaient sur l'impôt exigible pour 1998, année au cours de

laquelle les bénéficiaires des sociétés ont diminué, ce qui explique la baisse des acomptes en 1999. Les sociétés ont 60 jours à partir de la fin de leur année d'imposition pour régler tous les montants dus. En février dernier, les paiements de règlement ont atteint un sommet en raison des moins-payés effectués au cours de l'année d'imposition de 1999, ce qui explique qu'on estime que les acomptes mensuels pour les sept premiers mois ont été sous-estimés d'en moyenne 0,6 milliard de dollars par mois. Comme les acomptes mensuels courants sont largement tributaires de l'impôt exigible pour 1999, l'évolution d'une année sur l'autre est trompeuse.

- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont fléchi de 1,2 % puisque la baisse des taux de cotisation (le taux des cotisations salariales est passé de 2,55 \$ à 2,40 \$ par tranche de 100 \$ de gains assurables entre 1999 et 2000) a atténué l'effet de l'augmentation du nombre de personnes qui occupent un emploi et qui cotisent donc à l'assurance-emploi.

# La revue financière

Tableau 3

## Dépenses budgétaires

	juillet			d'avril à juillet		
	1999	2000	variation	1999-2000	2000-2001	variation
	(en millions de dollars)			(en millions de dollars)		
			(%)			(%)
<b>Paiements de transfert</b>						
Particuliers						
Prestations aux aînés	1 986	2 012	1,3	7 686	7 948	3,4
Prestations d'assurance-emploi	793	809	2,0	3 584	3 511	-2,0
<b>Total</b>	<b>2 779</b>	<b>2 821</b>	<b>1,5</b>	<b>11 270</b>	<b>11 459</b>	<b>1,7</b>
Autres administrations						
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 042	1 125	8,0	4 167	4 500	8,0
Transferts fiscaux	880	978	11,1	3 480	3 862	11,0
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-188	-206	9,6	-750	-822	9,6
<b>Total</b>	<b>1 734</b>	<b>1 897</b>	<b>9,4</b>	<b>6 897</b>	<b>7 540</b>	<b>9,3</b>
<b>Dépenses directes de programmes</b>						
Subventions et autres programmes						
Agriculture	23	27	17,4	96	54	-43,8
Affaires étrangères	127	102	-19,7	356	346	-2,8
Santé	47	99	110,6	309	353	14,2
Développement des ressources humaines	150	115	-23,3	426	411	-3,5
Affaires indiennes et du Nord	278	262	-5,8	1 670	1 743	4,4
Industrie et développement régional	136	82	-39,7	399	365	-8,5
Anciens combattants	117	123	5,1	458	478	4,4
Autres	214	73	-65,9	717	883	23,2
<b>Total</b>	<b>1 092</b>	<b>883</b>	<b>-19,1</b>	<b>4 431</b>	<b>4 633</b>	<b>4,6</b>
Paiements aux sociétés d'État						
Société Radio-Canada	50	86	72,0	255	371	45,5
Société canadienne d'hypothèques et de logement	143	150	4,9	595	620	4,2
Autres	93	128	37,6	396	475	19,9
<b>Total</b>	<b>286</b>	<b>364</b>	<b>27,3</b>	<b>1 246</b>	<b>1 466</b>	<b>17,7</b>
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital						
Défense	795	948	19,2	2 795	2 979	6,6
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 695	2 184	28,8	6 592	7 180	8,9
<b>Total</b>	<b>2 490</b>	<b>3 132</b>	<b>25,8</b>	<b>9 387</b>	<b>10 159</b>	<b>8,2</b>
<b>Total des dépenses directes de programmes</b>	<b>3 868</b>	<b>4 379</b>	<b>13,2</b>	<b>15 064</b>	<b>16 258</b>	<b>7,9</b>
<b>Total des dépenses de programmes</b>	<b>8 381</b>	<b>9 097</b>	<b>8,5</b>	<b>33 231</b>	<b>35 257</b>	<b>6,1</b>
<b>Frais de la dette publique</b>	<b>3 506</b>	<b>3 499</b>	<b>-0,2</b>	<b>13 895</b>	<b>13 703</b>	<b>-1,4</b>
<b>Total des dépenses budgétaires</b>	<b>11 887</b>	<b>12 596</b>	<b>6,0</b>	<b>47 126</b>	<b>48 960</b>	<b>3,9</b>
Poste pour mémoire :						
total des transferts	5 605	5 601	-0,1	22 598	23 632	4,6

- Les recettes de TPS ont augmenté de 1,1 milliard de dollars (15,2 %). Même s'il y a eu beaucoup plus de remboursements en juillet, ceux-ci freinent tout de même l'augmentation des recettes nettes. Cette tendance devrait se renverser au cours des prochains mois, de sorte que les résultats nets traduiront mieux la progression de l'assiette sous-jacente.

D'avril à juillet 2000, les dépenses de programmes ont augmenté de 2,0 milliards de dollars (6,1 %) par rapport à la même période l'année dernière. Cette hausse touche toutes les grandes composantes.

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 1,7 % alors que la baisse des prestations d'assurance-emploi a largement compensé l'augmentation des prestations versées aux aînés, dont le montant plus élevé traduit la hausse du nombre de personnes admissibles et du montant moyen des prestations, qui sont indexées pour inflation. La baisse des prestations d'assurance-emploi est surtout attribuable au nombre moins élevé de bénéficiaires, le nombre de chômeurs ayant diminué.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont progressé de 9,3 %, résultat de l'augmentation des transferts en espèces en vertu du TCSPS et de la péréquation. L'augmentation des transferts en espèces en vertu du TCSPS reflète la décision, annoncée dans le budget de 1999, de faire passer le plancher de ces transferts de 12,5 milliards de dollars en 1999-2000 à 13,5 milliards en 2000-2001. La hausse des droits à péréquation est attribuable au fait que l'économie de l'Ontario demeure plus vigoureuse que celle des autres provinces bénéficiaires de la péréquation.

- Les dépenses de programmes directes, qui représentent la différence entre le total des dépenses de programmes et les principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations, ont progressé de 7,9 %. Cette composante comprend les subventions et autres paiements de transfert, les paiements aux sociétés d'État, de même que les dépenses de fonctionnement et les immobilisations du gouvernement, y compris au chapitre de la défense. L'évolution de cette composante dépend du calendrier des paiements, de la fin du gel des salaires et de l'effet des nouvelles mesures annoncées dans le budget de février 2000.

Quant aux frais de la dette publique, ils ont diminué de 1,4 % en raison surtout de la baisse de l'encours de la dette portant intérêt.

## **Ressources financières de 2,4 milliards de dollars (opérations de change exclues) d'avril à juillet 2000**

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice modifiée, aux termes de laquelle les obligations de l'État sont comptabilisées à mesure qu'elles sont engagées, peu importe le moment où s'effectue le paiement correspondant. Il ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

En revanche, les besoins et l'excédent financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire, car ils comprennent des opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires fédéraux, aux autres comptes à fins déterminées ainsi qu'à l'évolution des autres actifs et passifs. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. La conversion de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également reflétée dans les opérations non budgétaires.

# La revue financière

Tableau 4

## Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	juillet		d'avril à juillet	
	1999	2000	1999-2000	2000-2001
	(en millions de dollars)			
<b>Solde budgétaire (déficit ou excédent)</b>	871	3 172	5 590	11 367
<b>Prêts, placements et avances</b>				
Sociétés d'État	27	-112	-110	83
Autres	-94	49	356	162
Total	-67	-63	246	245
<b>Comptes à fins déterminées</b>				
Compte du Régime de pensions du Canada	-471	-865	-201	-890
Comptes de pension de retraite	383	371	1 438	966
Autres	-17	11	-125	-216
Total	-105	-483	1 112	-140
<b>Autres opérations</b>	139	1 390	-6 764	-9 070
<b>Total des opérations non budgétaires</b>	-33	844	-5 406	-8 965
<b>Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)</b>	838	4 016	184	2 402
<b>Opérations de change</b>	1 305	-729	535	1 957
<b>Solde financier net</b>	2 143	3 287	719	4 359

Tableau 5

## Solde financier net et emprunts nets

	juillet		d'avril à juillet	
	1999	2000	1999-2000	2000-2001
	(en millions de dollars)			
<b>Solde financier net</b>	2 143	3 287	719	4 359
<b>Augmentation (+) ou diminution (-) nettes des emprunts</b>				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	—	-3 075	10 287	6 151
Obligations d'épargne du Canada	154	-151	-849	-553
Bons du Trésor	3 150	-4 200	-9 200	-16 750
Autres	247	225	1 246	925
Total	3 551	-7 201	1 484	-10 227
Payables en devises				
Obligations négociables	—	—	—	-2 174
Billets et prêts	—	—	—	—
Bons du Canada	-867	-435	-3 523	-520
Billets du Canada	-226	—	-226	—
Total	1 093	-435	-3 749	-2 694
<b>Variation nette des emprunts</b>	2 458	-7 636	-2 265	-12 921
<b>Variation de l'encaisse</b>	4 601	-4 349	-1 546	-8 562

Tableau 6

## État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2000	31 juillet 2000	variation
	(en millions de dollars)		
<b>Passif</b>			
Créditeurs, charges à payer et provisions			
Créditeurs et charges à payer	20 551	15 451	-5 100
Intérêt et dette échue	8 353	8 430	77
Provisions	11 844	7 797	-4 047
Total des créditeurs, des charges à payer et des provisions	40 748	31 678	-9 070
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autre comptes			
Régimes de retraite du secteur public	128 346	129 312	966
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	6 217	5 327	-890
Autres régimes de retraite et autres comptes	6 963	6 747	-216
Total des régimes de retraite et autres comptes	141 526	141 386	-140
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	293 927	300 078	6 151
Bons du Trésor	99 850	83 100	-16 750
Obligations d'épargne du Canada	26 489	25 936	-553
Obligations non négociables et billets	3 552	4 477	925
Total partiel	423 818	413 591	-10 227
Payable en devises	32 588	29 894	-2 694
Total de la dette non échue	456 406	443 485	-12 921
Total de la dette portant intérêt	597 932	584 871	-13 061
Total du passif	638 680	616 549	-22 131
<b>Actif</b>			
Encaisse et débiteurs	18 864	10 302	-8 562
Comptes d'opérations de change	41 494	39 537	-1 957
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	13 796	13 551	-245
Total de l'actif	74 154	63 390	-10 764
<b>Déficit accumulé (dette publique nette)</b>	564 526	553 159	-11 367

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 9,0 milliards de dollars au cours des quatre premiers mois de 2000-2001. Cette situation résulte notamment du versement à une fiducie en main tierce de 2,5 milliards de dollars au titre du TCSPS annoncé dans le budget de 2000 et du premier acompte au titre des paiements d'équité salariale. Il s'est dégagé des ressources financières (excluant les opérations de change) de 2,4 milliards de dollars au cours de la période d'avril à juillet 2000, comparativement à des ressources nettes de 0,2 milliard enregistrées à la période correspondante de l'exercice précédent.

## **Ressources financières nettes de 4,4 milliards de dollars d'avril à juillet 2000**

Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce compte a pour objet de promouvoir l'ordre et la stabilité du dollar canadien sur le marché des changes. À cette fin, le Fonds achète des devises (vend des dollars canadiens) lorsque la monnaie canadienne subit des pressions à la hausse et vend des devises (achète des dollars canadiens) lorsque la monnaie canadienne subit des pressions à la baisse. L'achat de dollars canadiens par des opérations de change constitue une ressource, tandis que la vente de dollars canadiens représente un besoin.

L'évolution du passif en devises, dont l'objet est de corriger le niveau des réserves canadiennes de monnaie étrangère, influe aussi sur les opérations de change. Compte tenu de tous ces facteurs, les quatre premiers mois de 2000-2001 ont été marqués par des ressources nettes de 2,0 milliards de dollars, comparativement à des ressources nettes de 0,5 milliard pour la même période de l'exercice précédent.

Avec un excédent budgétaire de 11,4 milliards de dollars, des besoins nets de 9,0 milliards relatifs aux opérations non budgétaires et des ressources nettes de 2,0 milliards pour les opérations de change, les ressources financières nettes s'établissaient à 4,4 milliards de dollars pour la période d'avril à juillet 2000, comparativement à des ressources nettes de 0,7 milliard pour la même période l'année précédente.

## **Baisse des emprunts nets de 12,9 milliards de dollars d'avril à juillet 2000**

Fort de ressources nettes de 4,4 milliards de dollars et en raison d'une baisse de l'encaisse de 8,6 milliards, le gouvernement a remboursé au cours des quatre premiers mois de 2000-2001 une tranche de 12,9 milliards de la dette contractée sur le marché. Au 31 juillet, l'encaisse s'établissait à 4,4 milliards de dollars.

